

Vaincre les grands groupes pétroliers

Le 19 avril 2023 Par C.J. Polychroniou , TRUTHOUT <https://truthout.org/articles/what-would-it-take-to-defeat-big-oil-a-progressive-economist-weighs-in/>

C. J. Polychroniou est politologue/économiste politique, auteur et journaliste. Il a enseigné et travaillé dans de nombreuses universités et centres de recherche en Europe et aux États-Unis. Actuellement, ses principaux intérêts de recherche portent sur l'intégration économique européenne, la mondialisation, le changement climatique, l'économie politique ainsi que la politique des États-Unis et la déconstruction du projet politico-économique du néolibéralisme. Il contribue régulièrement à *Truthout* et est membre du Public Intellectual Project de *Truthout*. Il a publié de nombreux livres et plus de 1000 articles qui sont parus dans nombre de revues, de magazines, de journaux et de sites d'information populaires. Plusieurs de ses publications ont été traduites en plusieurs langues étrangères, notamment en arabe, chinois, croate, espagnol, français, grec, italien, néerlandais, portugais, russe et turc. Ses derniers livres sont *Optimism Over Despair : Noam Chomsky On Capitalism, Empire, and Social Change (2017)* ; *Climate Crisis and the Global Green New Deal : The Political Economy of Saving the Planet* (avec Noam Chomsky et Robert Pollin comme principaux auteurs) ; *The Precipice : Neoliberalism, the Pandemic, and the Urgent Need for Radical Change*, une anthologie d'entretiens avec Chomsky publiée à l'origine sur *Truthout* et rassemblée par Haymarket Books (2021) ; et *Economics and the Left: Interviews with Progressive Economist (2021)*.



L'usine Phillips 66 Los Angeles Refinery Wilmington Plant se profile au-delà d'une rue résidentielle à Wilmington, en Californie, le 28 novembre 2022 (MARIO TAMA / GETTY IMAGES)

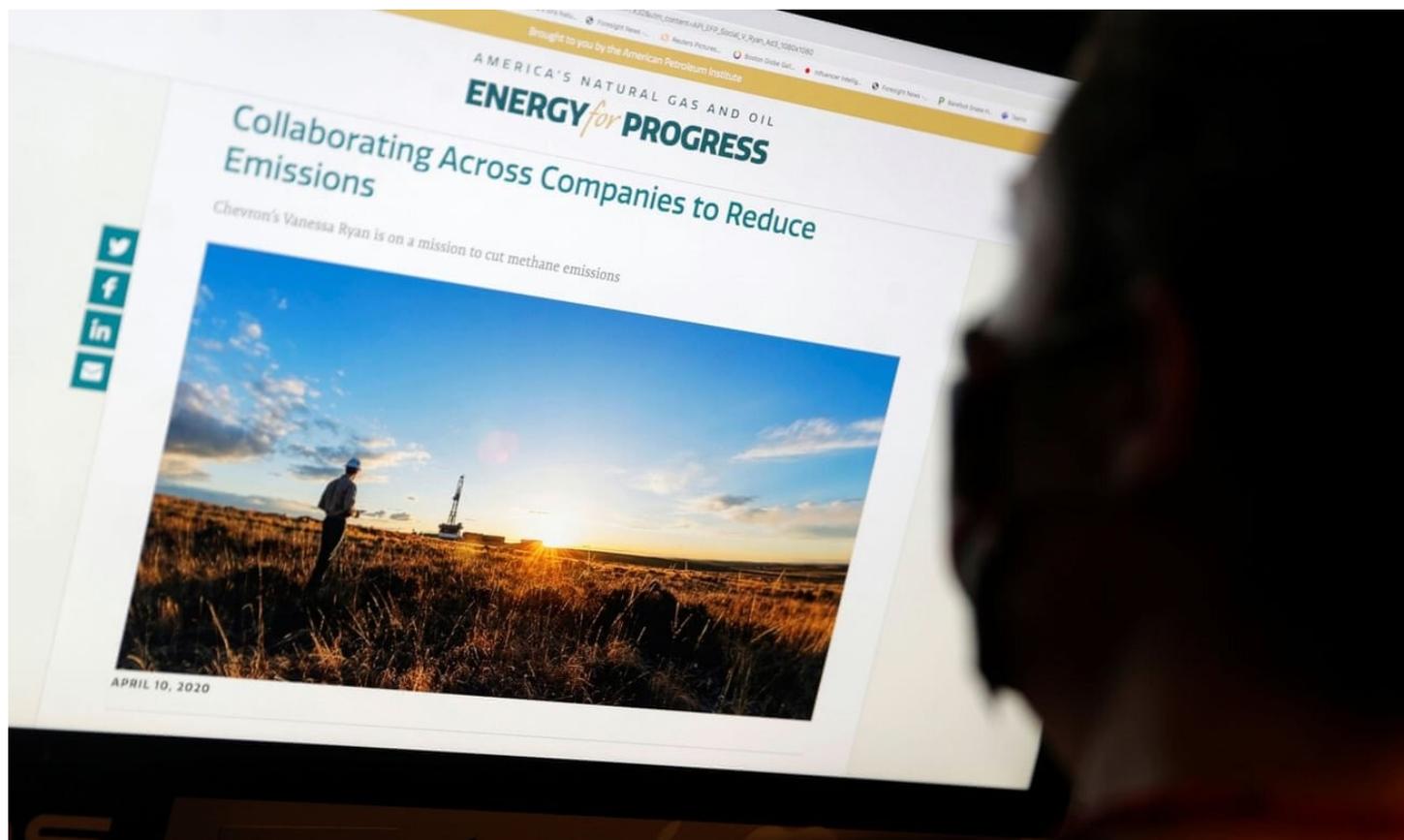
À l'heure où le monde est proche d'un dérèglement climatique irréversible, l'énergie fossile se développe, le pétrole étant le plus gros contributeur à l'approvisionnement en énergie primaire. Au niveau mondial, environ 33 % de notre énergie provient du pétrole, suivi du charbon, du gaz et de l'énergie hydroélectrique.

Les compagnies pétrolières engrangent des bénéfices colossaux et la production de pétrole pourrait même continuer à augmenter jusqu'en 2050. Pourquoi est-il si difficile d'abandonner le pétrole et que faudrait-il faire pour vaincre Big Oil ? L'économiste progressiste Gregor Semieniuk aborde des questions aussi exaspérantes que celles-ci dans cette interview exclusive pour *Truthout*.

Le 29 mars, Semieniuk a témoigné devant la commission du budget du Sénat américain lors d'une audition sur «Le coût

de la dépendance au pétrole dans un monde à faibles émissions carbone». Lors de son témoignage, il a parlé de ses recherches de 2022 qui ont révélé que les actifs pétroliers et gaziers actuels pourraient être surévalués de plus de 1 000 milliards de dollars, un chiffre qui dépasse l'évaluation erronée des logements à risque qui a déclenché la crise financière de 2007.

Semieniuk est professeur assistant de recherche au Political Economy Research Institute (PERI) et au département d'économie de l'université du Massachusetts Amherst. Ses recherches portent sur les exigences en matière d'énergie et de ressources nécessaires à la croissance économique mondiale et sur l'économie politique qu'implique un changement structurel rapide, nécessaire à la transition vers une économie à faible émission de carbone. Il a publié des ouvrages sur ces sujets et a été consultant pour le Programme des Nations unies pour l'environnement, la Commission européenne et le gouvernement britannique.



Une publicité payée par l'American Petroleum Institute dans le cadre de sa campagne Energy For Progress (L'énergie pour le progrès) visant à faire passer le gaz naturel pour un produit respectueux du climat. Le directeur général de l'API s'est engagé à s'opposer à une série de mesures environnementales proposées par Biden (Photo : Mike Segar/Reuters)

C.J. Polychroniou: Les grandes compagnies pétrolières ont plus que doublé leurs bénéfices en 2022 et prévoient de maintenir le statu quo pour les décennies à venir. Pourquoi est-il si difficile d'arrêter la production de pétrole?

Gregor Semieniuk: Le maintien de la production de pétrole dépend de deux facteurs. Le premier est la demande : Tant que nous ne nous détournerons pas de manière ambitieuse de la dépendance des transports, de l'électricité, du chauffage et des processus industriels à l'égard des combustibles fossiles, il est facile de rejeter la faute sur les producteurs de pétrole.

Mais d'une certaine manière, ils ne font que fournir un intrant nécessaire à la perpétuation de la société. En fait, à l'heure actuelle, les investissements dans l'offre ne suivent pas la demande. L'autre aspect est que, sans surprise, les compagnies pétrolières et gazières font tout ce qu'elles peuvent pour maintenir la demande pour leurs produits. Elles ne sont donc pas de simples fournisseurs passifs d'une demande déterminée de manière exogène par les « marchés ».

Il existe aujourd'hui de nombreuses preuves (<https://www.theguardian.com/environment/2021/jul/19/big-oil-climate-crisis-lobby-group-api>) des efforts considérables déployés par les entreprises de combustibles fossiles pour faire échouer (<https://unearthed.greenpeace.org/2021/06/30/exxon-climate-change-undercover/>) les propositions politiques et les lois qui détruiraient la demande en combustibles fossiles.

Le problème, c'est que les profits élevés de 2022 dans le secteur, qui résultent en partie du fait que les entreprises se

sont (https://scholarworks.umass.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1348&context=econ_workingpaper) volontairement abstenu de produire davantage, ce qui a fait grimper les prix, permettent de continuer à financer précisément ce type de lobbying.

C.J. Polychroniou: Selon vos propres études, les particuliers et les institutions financières des pays riches comme les États-Unis subiront d'énormes pertes financières si la valeur des actifs liés aux combustibles fossiles connaît une forte baisse en raison d'une action vigoureuse en faveur du climat. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi il s'agit d'un problème majeur et quelles pourraient en être les conséquences à mesure que s'intensifient les demandes d'abandon des combustibles fossiles au profit de sources d'énergie renouvelables et propres? En effet, qui sont réellement les propriétaires des compagnies pétrolières et gazières dans les pays riches?

Gregor Semieniuk: Tout d'abord, nous devons reconnaître que les économies capitalistes, dans l'ensemble, s'adaptent assez bien aux évolutions de situations. Ainsi, ce n'est pas parce qu'une industrie disparaît - ce qu'on appelle une industrie en déclin - qu'il y a des pertes importantes au niveau sociétal. Bien sûr, certaines communautés spécialisées dans ce secteur sont durement touchées, et quelques entreprises et leurs propriétaires sont perdants.

Mais au niveau sociétal ou plus général, les avantages que procurent des industries «naissantes», venant remplacer les industries existantes, généralement compensent très largement une grande partie des pertes. Pensez aux ordinateurs numériques qui ont balayé les calculateurs humains, l'industrie des machines à écrire, etc. [Le calculateur humain est censé appliquer une suite de règles fixes, sans le pouvoir d'y déroger. Des équipes de personnes ont fréquemment été utilisées pour effectuer des calculs longs et fastidieux, le travail étant divisé de telle sorte que les calculs soient réalisés en parallèle, NdT].

Le problème avec les combustibles fossiles, c'est qu'il n'existe aucune industrie qui leur serait nettement supérieure et qui viendrait les balayer tout en offrant une bien meilleure productivité. Il s'agit plutôt d'une politique délibérée visant à atténuer le changement climatique à l'aide de substituts, notamment les énergies renouvelables, qui présentent certains avantages (par exemple, une meilleure performance de production d'énergie) mais aussi certains inconvénients (par exemple, leur caractère intermittent). Si cela s'accompagne d'améliorations technologiques surprenantes - par exemple, la chute spectaculaire du coût de l'énergie solaire photovoltaïque - cela crée beaucoup d'incertitude quant à la demande future.

Les États-Unis étant aujourd'hui le plus grand producteur de pétrole et de gaz au monde, cette incertitude quant à l'avenir du marché revêt une réelle importance. Si les producteurs américains misent sur un marché à l'exportation dynamique alors même que la loi sur la réduction de l'inflation et les récentes orientations de l'APE (Agence de Protection de l'Environnement) entraînent une diminution (<https://apnews.com/article/biden-electric-vehicles-epa-tailpipe-emissions-climate-406d74e18459bc135f089c681ba9e224>) de la consommation nationale d'essence, ils pourraient être déçus si d'autres pays se détournent rapidement des combustibles fossiles.

Nos recherches (<https://www.nature.com/articles/s41560-021-00934-2>) montrent que de fait, les grands importateurs en Europe, en Asie et dans le reste du monde ont tout intérêt à abandonner rapidement les combustibles fossiles. Comme mes co-auteurs et moi-même l'avons calculé dans notre étude, la production d'énergie à partir de sources renouvelables nationales non seulement assure une sécurité énergétique, mais de plus, tant aujourd'hui qu'à l'avenir, elle présente souvent un avantage en termes de coûts. En effet, l'argent payé pour l'importation de combustibles fossiles part à l'étranger et épuise les réserves en devises étrangères.

Comme vous le dites, derrière ces producteurs de combustibles fossiles se trouvent leurs propriétaires qui sont des financiers. Il s'agit d'actionnaires qui ont droit aux bénéfices réalisés par les entreprises, mais qui sont aussi financièrement lésés s'ils investissent dans ce qui s'avère être des actifs échoués [Le concept d'actifs échoués (également appelés «irré récupérables», voire «pourris») désigne les investissements et crédits victimes d'une dépréciation imprévue et radicale, NdT].

Selon nos calculs, quelque 400 milliards de dollars d'actifs potentiellement échoués pourraient se trouver dans les bilans (<https://www.nature.com/articles/s41558-022-01356-y>) des entreprises financières américaines. Cela représente 30 % du total mondial et 100 milliards de dollars de plus que les actifs échoués sur les sites de production aux États-Unis, parce que tant les compagnies pétrolières américaines que leurs investisseurs financiers investissent dans la production de pétrole et de gaz et dans des compagnies pétrolières et gazières à l'étranger.

Ils investissent pour le compte des véritables actionnaires: les détenteurs de plans de retraite, souvent investis via les fonds de pension, et les personnes fortunées qui se trouvent tout en haut de l'échelle de distribution et qui disposent d'un patrimoine financier important à investir.

Nous ne savons pas exactement quelles pourraient être les conséquences d'un blocage des actifs, au-delà de la perte de richesse, mais comme le montrent les récentes turbulences du système bancaire, le fait que cette perte potentielle se

retrouve dans le secteur des fonds d'investissement n'est pas quelque chose qu'il faut simplement écarter. C'est pourquoi les régulateurs financiers s'intéressent aux risques dits de la transition, c'est-à-dire aux risques financiers (<https://www.sec.gov/files/33-11042-fact-sheet.pdf>) qui pourraient découler de la transition vers l'abandon des combustibles fossiles.



Une station de recharge Electrify America pour véhicules électriques au centre commercial Westfield Old Orchard à Skokie (Illinois), le 29 janvier 2023. L'administration Biden proposera cette semaine de nouvelles limites de pollution automobile qui exigeraient qu'au moins 54 % des nouveaux véhicules vendus aux États-Unis soient électriques d'ici à 2030, avec une augmentation rapide jusqu'à 67 % d'ici à 2032. C'est ce qu'ont déclaré trois personnes informées du projet (AP Photo/Nam Y. Huh, File)

C.J. Polychroniou: Le désinvestissement a quelque peu réussi à réduire les nouveaux flux de capitaux dans le secteur du pétrole et du gaz, mais les recherches montrent qu'il ne permet pas d'atteindre l'objectif de décarbonation. Existe-t-il d'autres moyens qui permettraient de vaincre Big Oil?

Gregor Semieniuk: Un désinvestissement suffisamment important déstabiliserait le secteur, ce n'est pas ce qui semble se produire, en tout cas pas depuis que les compagnies pétrolières et gazières ont dégagé les bénéfices stupéfiants de 2022. Trop d'investisseurs sont dépendants de ces dividendes pour pouvoir simplement y renoncer. Bien entendu, cela met également en évidence le risque de voir des actifs échoués à l'avenir.

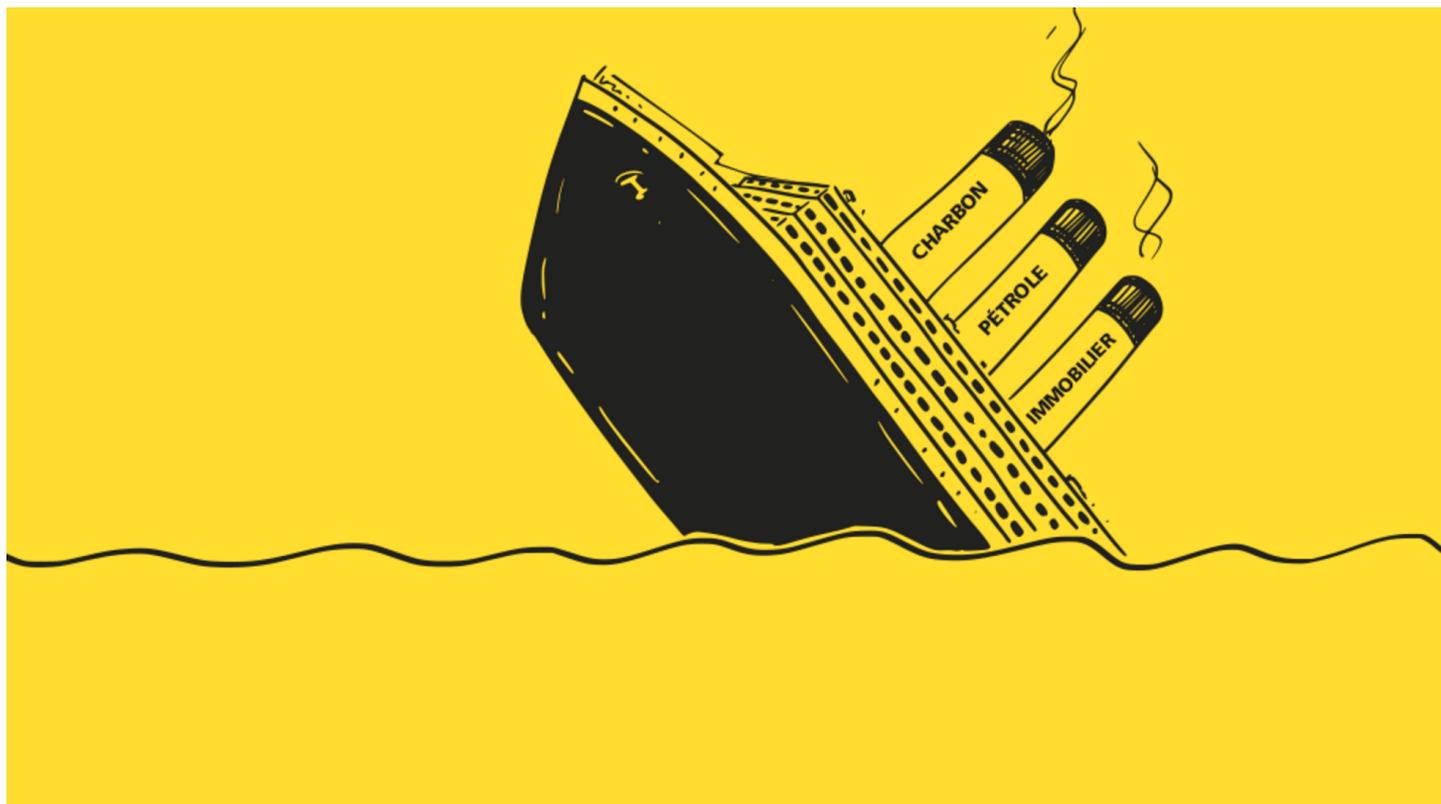
Mais il faut également se demander si un désinvestissement immédiat et massif est vraiment la solution nécessaire à la décarbonation. De toute évidence, comme nous l'avons déjà souligné, le pétrole et le gaz sont encore nécessaires aujourd'hui, de même que les producteurs qui les fournissent.

Une politique gouvernementale de décarbonation très ambitieuse et durable visant à réduire la demande en combustibles fossiles, avec toutes les retombées positives que cela implique pour les investissements des entreprises, les économies d'échelle et l'apprentissage par la pratique, pourrait s'avérer efficace (en fait, la loi sur la réduction de l'inflation est un pas dans cette direction).

Deuxièmement, les investisseurs financiers pourraient faire pression sur les compagnies pétrolières et gazières pour qu'elles élaborent des plans de décarbonation dignes de ce nom. Il ne s'agit pas tant de désinvestir que d'utiliser l'actionnariat pour susciter le changement. Certains investisseurs militants ont nommé des directeurs plus favorables à la transition dans les conseils d'administration de grandes entreprises ou ont forcé ces entreprises à produire des feuilles de

route plus ambitieuses en matière de décarbonation.

Si ces initiatives rencontrent suffisamment de soutien de la part des grands gestionnaires d'actifs, des fonds de pension, etc. pour être adoptées, alors, elles pourraient contribuer à l'abandon du pétrole et du gaz du côté de l'offre.



Le Titanic de la finance (Source Option finance.fr)

C.J. Polychroniou: Le changement climatique semble renforcer les inégalités. Comment ce phénomène se traduit-il, et cela ne devrait-il pas encourager davantage les décideurs politiques à mettre en œuvre des politiques qui réduisent la dépendance aux combustibles fossiles et conduisent à une transition verte?

Gregor Semieniuk: Il existe de bonnes raisons de penser que le changement climatique accroît les inégalités existantes. Il convient ici de faire la distinction entre les inégalités entre pays et les inégalités interpersonnelles et de groupe, que ce soit à l'intérieur d'un pays ou à l'échelle mondiale.

Tout comme dans le cas de la crise actuelle de la COVID-19, les pays riches peuvent mettre en place des réponses bien plus sophistiquées et les personnes riches ou privilégiées peuvent mieux se protéger et connaître des taux de mortalité plus bas que ceux de leurs compatriotes plus pauvres, il en est de même dans le cas du changement climatique qui tend à frapper plus durement les personnes qui vivent déjà dans des pays à faible revenu et qui occupent les échelons les plus bas de la distribution des richesses et des privilèges.

À titre d'exemple, comme je l'ai mentionné dans ma réponse précédente, les mesures prises par les États-Unis pour faire face aux inondations sont susceptibles de reposer davantage sur la protection, alors qu'au Bangladesh, davantage de personnes pourraient perdre leurs moyens de subsistance et n'avoir d'autre choix que de battre en retraite.

En outre, les personnes les plus riches peuvent payer des prix plus élevés pour leur alimentation et autres services ou encore investir dans des mesures d'adaptation (comme l'isolation et la climatisation), alors que les personnes les plus pauvres pourraient ne pas en avoir les moyens.

Il est intéressant de noter que l'on reproche parfois à l'atténuation du changement climatique d'exacerber les inégalités. D'un pays à l'autre, on craint que si les pays en voie de développement freinent l'expansion de leur production d'électricité à partir de combustibles fossiles pour installer à la place des énergies renouvelables (plus coûteuses ou moins efficaces), cela ne nuise à leur croissance économique et n'entrave les efforts nécessaires à l'amélioration des conditions matérielles de la grande majorité de la population mondiale vivant dans ces pays.

Il est encourageant de constater que l'énergie renouvelable produite par de nouvelles centrales électriques, comme les parcs éoliens, est [désormais nettement moins coûteuse](#) qu'une prolongation de l'exploitation des centrales au charbon existantes, de sorte que ce compromis est chaque jour de moins en moins douloureux.

Bien sûr, ces énergies renouvelables doivent être intégrées à un réseau électrique, et des équipements adaptés et abordables pour l'utilisateur en bout de chaîne, comme les voitures électriques, doivent également être accessibles, mais dans l'ensemble, la baisse des coûts en fait une proposition de plus en plus envisageable.

La principale inquiétude des citoyens est que les politiques sanctionnant les activités à forte intensité d'émissions pénalisent de manière disproportionnée les populations les plus pauvres. Le mouvement des «gilets jaunes» en France est cité en exemple pour montrer que les inégalités sociales, même dans les pays riches, seraient exacerbées et rendues insupportables du fait des taxes sur le carbone.

Par exemple, si vous n'avez pas les moyens de payer un loyer en ville et que vous déménagez à la campagne où les loyers sont moins élevés, vous êtes plus dépendant d'une voiture émettant des gaz à effet de serre et vous serez donc plus durement touché par une taxe. C'est ce qui s'est passé en France pour de nombreuses personnes. Cependant, il est tout à fait possible de concevoir des politiques qui les rendent moins inégales, voire progressives.

Par exemple, si des moyens de transport électrique abordables étaient proposés parallèlement à des taxes qui augmentent le prix des combustibles fossiles, il serait plus facile de changer de véhicule en échangeant sa vieille voiture contre une nouvelle voiture électrique à un prix subventionné et en mettant bien sûr en place des infrastructures de recharge accessibles.

Mon collègue Jim Boyce a montré que lorsqu'elles sont associées à des remises progressives (c'est-à-dire réduisant les inégalités de revenus) financées par une partie au moins de l'argent revenant au gouvernement, les taxes sur le carbone ou les permis d'émission mis aux enchères peuvent contribuer à une redistribution progressive. L'élément clé est que les plus riches paieront beaucoup plus pour leur consommation de carbone en termes absolus, ce qui représente de l'argent qui peut être redistribué; il s'agit simplement d'une part plus faible de leur revenu.

Des exemples, tels que la taxe carbone en Colombie-Britannique montrent que c'est possible (<https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0301421515300550>), et que les gens finissent par en accepter le principe. En définitive, il me semble qu'il est beaucoup plus facile de remédier aux inégalités résultant de l'atténuation du changement climatique qu'à celles qui résultent du changement climatique lui-même.

Je voudrais souligner une autre dimension, peut-être moins évidente, de l'inégalité entre les pays. Quelqu'un doit produire toutes ces nouvelles technologies, et il est prouvé que les leaders des technologies vertes sont concentrés dans les pays à revenu élevé (<https://www.iea.org/reports/energy-technology-perspectives-2023/executive-summary>) et, de plus en plus, en Chine. Le discours sur le développement économique met l'accent sur la nécessité de moderniser l'industrie et d'acquérir des compétences.

Jusqu'à présent, la transition vers une économie à faibles émissions de carbone ne semble pas être un facteur de nivellement des inégalités, mais plutôt de renforcement de celles-ci. Les principaux fabricants d'éoliennes et de panneaux solaires, notamment, ne sont présents que dans un petit nombre de pays. Et les technologies les plus avancées, telles que la fabrication d'acier à faible teneur en carbone, tendent à être développées dans les pays riches.

À moins qu'il ne soit démontré qu'une transition verte offre de bonnes opportunités économiques à toutes les régions du monde, une politique cohérente et efficace d'atténuation du changement climatique pourrait se révéler plus complexe encore en raison des inégalités dans ce domaine, et risquerait de renforcer l'exposition des populations au changement climatique dans le sens des inégalités évoquées plus haut.

C.J. POLYCHRONIOU Copyright © Truthout. Ne peut être reproduit sans autorisation.